

Un moteur pour la productivité du Canada : L'incidence du secteur des télécommunications et son rôle dans l'amélioration de la productivité

Juin 2024

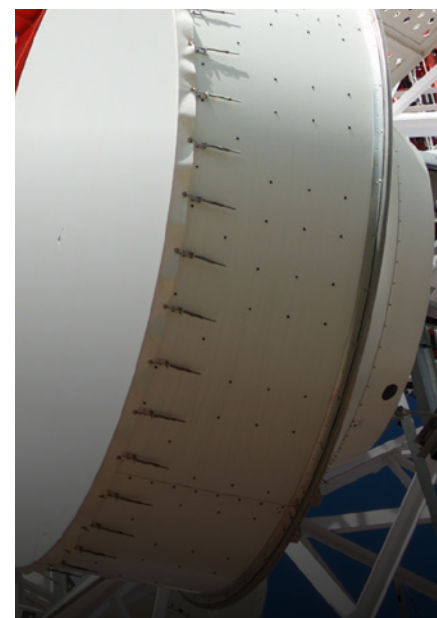
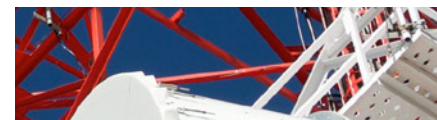
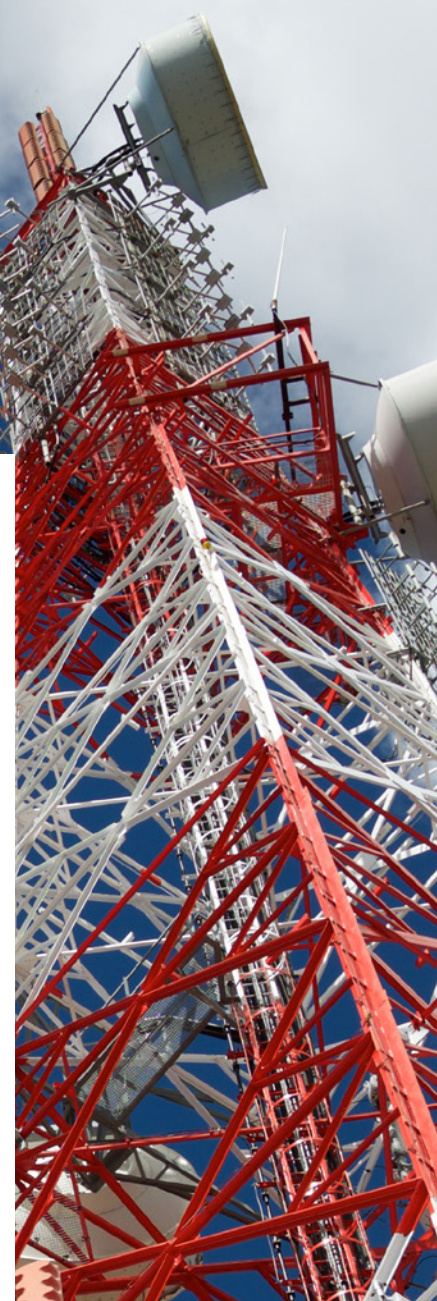


Table des matières

Sommaire	3
Introduction	5
1. Le secteur des télécoms contribue de façon importante à l'économie et produit des résultats positifs pour les Canadiens	6
Le secteur des télécoms contribue de façon importante à l'économie et participe à un éventail d'initiatives communautaires.....	7
Le secteur des télécoms continue de fournir une valeur et une abordabilité accrues aux consommateurs canadiens	10
Au Canada, des investissements continus ont permis d'atteindre des niveaux de connectivité élevés dans l'ensemble du pays	11
La compétitivité du secteur des télécoms canadien produit des résultats de premier plan à l'échelle mondiale	15
2. Le secteur des télécoms canadien est confronté à une série de défis et de difficultés	18
Des difficultés exercent des pressions sur le secteur des télécoms canadien	19
Il est difficile et coûteux d'assurer la connectivité au Canada	20
3. Un secteur des télécoms rigoureux est important pour l'accroissement de la productivité au Canada	22
Le Canada est aux prises avec une crise de la productivité	23
L'expansion de l'économie numérique et des infrastructures numériques appuie l'amélioration de la productivité.....	23
Le maintien d'un secteur des télécoms rigoureux favorise une productivité accrue au Canada	25
Les conséquences du non-maintien d'un secteur rigoureux s'étendent au-delà du secteur des télécoms	25
Conclusion	28
Méthodologie	29

Sommaire

Le secteur des télécommunications (télécoms) est une composante importante de l'économie canadienne : en 2023, le secteur a contribué directement au PIB à hauteur de près de 81 G\$ et a soutenu jusqu'à 782 000 emplois toutes industries confondues.¹ À mesure que l'économie canadienne progresse dans sa transformation numérique, la prestation de services de connectivité améliorés par le secteur a le potentiel d'ajouter 112 G\$ au PIB global du Canada d'ici 2035.²

Aujourd'hui, les Canadiens utilisent de plus en plus les données à des fins professionnelles, éducatives et récréatives et simplement pour rester connectés. En 2023, le secteur des télécoms a fourni au pays 99,7 % de la couverture des services de réseau sans fil mobiles³ et 93,5 % de la couverture des services Internet haute vitesse.⁴ Des avancées continues sont réalisées pour réduire l'écart au chapitre de la connectivité entre les régions urbaines et rurales et assurer un accès plus équitable aux ressources numériques. Plus particulièrement, en 2016, il y avait un écart de 40 % entre la couverture du réseau mobile LTE-A (sans fil) des régions rurales (51 %) et des régions urbaines (91 %) et, en 2022, cet écart avait été ramené à 11 % (89 % et 100 %, respectivement).⁵

Pour y arriver, le secteur des télécoms canadien a effectué des investissements en capital de 11,4 G\$ en 2023 pour offrir de la connectivité aux Canadiens. Ces investissements représentent un taux de réinvestissement important de 17,9 cents par dollar de revenus, taux qui dépasse le taux moyen de réinvestissement aux États-Unis (14,6 cents) et en Australie (11,7 cents).⁶ Ce taux de réinvestissement supérieur reflète les défis uniques auxquels le Canada fait face, comme l'immensité du territoire sur lequel est répartie sa population, le climat froid et les économies d'échelle limitées. En plus de ses investissements récurrents en immobilisations, le secteur a contribué aux pressions déflationnistes sur les prix. En particulier, le coût des services cellulaires et d'accès à Internet a reculé de 26,2 % et de 15,5 %, respectivement, de mars 2023 à mars 2024.⁷

Le secteur des télécoms a effectué ses investissements au Canada à un moment où le taux de croissance du PIB canadien a reculé pour atteindre 1 % en 2023, contre 3,4 % en 2022.⁸ Cette faible croissance du PIB conjuguée à une inflation élevée persistante ont mené la Banque du Canada à accorder une attention accrue à la faible croissance de la productivité au pays.⁹ En effet, la faible croissance de la productivité canadienne fait en sorte qu'il est plus difficile de contrôler l'inflation (étant donné que les travailleurs sont mieux payés pour produire moins), entraîne une baisse relative des niveaux de vie (le PIB par habitant a diminué de 2 % en 2023¹⁰) et menace de nuire à la compétitivité du pays à l'échelle mondiale.

1 PwC, analyse du PIB et des multiplicateurs d'emplois et analyse intersectorielle, Statistique Canada.

2 PwC, modèle de prévision du PIB d'ici 2035.

3 CRTC, Rapport sur le marché des communications, Services sans fil mobiles, 2022.

4 ISDE (Innovation, Sciences et Développement économique Canada), Tableau de bord d'accès à haute vitesse, septembre 2023.

5 CRTC, Rapport sur le marché des communications, Services sans fil mobiles.

6 Capital IQ, Dépenses en immobilisations, chiffre d'affaires et flux de trésorerie disponibles pour les grands exploitants titulaires de télécoms.

7 Statistique Canada, Indice des prix à la consommation.

8 Banque du Canada, Rapport sur la politique monétaire.

9 Banque du Canada, *L'heure a sonné : réglons le problème de productivité du Canada*, mars 2024.

10 Statistique Canada, Produit intérieur brut, en termes de dépenses.

Sommaire

Le faible taux de productivité du Canada peut être amélioré grâce à l'expansion de l'économie numérique, pour laquelle la prestation de services de connectivité améliorés par le secteur des télécoms est essentielle.¹¹ Il existe une corrélation positive entre l'augmentation des investissements dans les infrastructures numériques, l'adoption de technologies de l'information et des communications et la croissance de la productivité de la main-d'œuvre.¹² Pour réaliser des gains de productivité grâce à des investissements accrus dans les infrastructures numériques, il faut que le secteur des télécoms du Canada continue d'investir des capitaux.

Bien que les services de connectivité et les résultats produits par le secteur des télécoms soient de plus en plus importants pour le Canada, le secteur fait face à plusieurs obstacles, comme la baisse des prix, les coûts d'emprunt élevés, l'intensification de la concurrence par les acteurs du domaine des services par contournement (multinationales), la montée des coûts des réseaux et l'accroissement des risques liés aux changements climatiques. Ces pressions poussent les organisations à revoir leurs projections de revenus, leurs besoins en main-d'œuvre et leurs investissements en immobilisations. Les obstacles auxquels le secteur des télécoms canadien fait face ne sont pas uniques : pour preuve, les investissements en immobilisations réalisés par le secteur mondial des télécoms ont reculé en 2023 pour la première fois depuis 2017.¹³

Malgré ces obstacles, le secteur des télécoms continue de contribuer grandement à la prospérité du Canada en raison de son incidence sur le PIB, la création d'emplois et ses investissements dans les infrastructures numériques qui permettent d'améliorer la productivité. Pour que ces apports soient durables, le Canada doit veiller à ce que l'environnement réglementaire demeure prévisible, transparent et équitable, tout en offrant des mesures incitatives suffisantes pour encourager les investissements dans l'innovation, les technologies et les infrastructures. Les exploitants de réseaux pourront ainsi continuer d'effectuer les investissements nécessaires pour déployer une connectivité avancée dans les infrastructures numériques afin de soutenir la productivité et la prospérité au Canada.

11 Banque du Canada, Rapport sur la politique monétaire.
12 Banque du Canada, Digitalization: Productivity, 2023.
13 Dell'Oro Group, Telecom CapEx declined in 2023.

Introduction

Ce rapport a été préparé par PwC et commandé par l'Association canadienne des télécommunications (CTA) dans le cadre d'une série annuelle portant sur l'incidence économique du secteur des télécoms. Il décrit l'incidence du secteur des télécoms sur l'économie canadienne en 2023 et donne un aperçu des obstacles auxquels le secteur fait face, des coûts qu'il doit engager et de la nécessité d'avoir un secteur des télécoms rigoureux pour favoriser une hausse de productivité au Canada.

En 2023, l'économie canadienne a progressé de 1,0 %, un ralentissement par rapport à la croissance de 3,4 % enregistrée l'année précédente, car la hausse du taux directeur par la Banque du Canada (qui est passé de 0,25 % à 5,0 % entre mars 2022 et juillet 2023) a fait grimper les coûts d'emprunt et a exercé des pressions sur les dépenses de consommation et les investissements des entreprises.¹⁴

Tout au long de 2023, le secteur des télécoms a appuyé la croissance économique et a connecté les Canadiens à l'échelle du pays; il a contribué directement au PIB à hauteur de 80,8 G\$ et soutenu 782 000 emplois toutes industries confondues.¹⁵ Malgré la contribution économique soutenue du secteur des télécoms, la hausse des coûts d'emprunt et la baisse des prix résultant du ralentissement économique au Canada ont touché le secteur, ce qui a exercé des pressions sur les coûts et forcé les exploitants à prendre des mesures pour réduire les dépenses d'exploitation et les investissements prévus en 2023.¹⁶

Au moment où le Canada tente de relever ces défis sur le plan de la productivité,¹⁷ les investissements dans la connectivité réalisés par le secteur des télécoms jouent un rôle important en permettant la réalisation de la transformation numérique du pays et en favorisant une hausse de la productivité.

14 Banque du Canada, Taux d'intérêt.

15 PwC, analyse du PIB et des multiplicateurs d'emplois; Statistique Canada, analyse intersectorielle.

16 iC, *Rogers Voluntary Exit Program*, 2003; *Global News*, *Bell to cut 4.8k jobs*, 2024; CBC, *TELUS Layoffs*, 2023.

17 Banque du Canada, *L'heure a sonné : réglons le problème de productivité du Canada*.

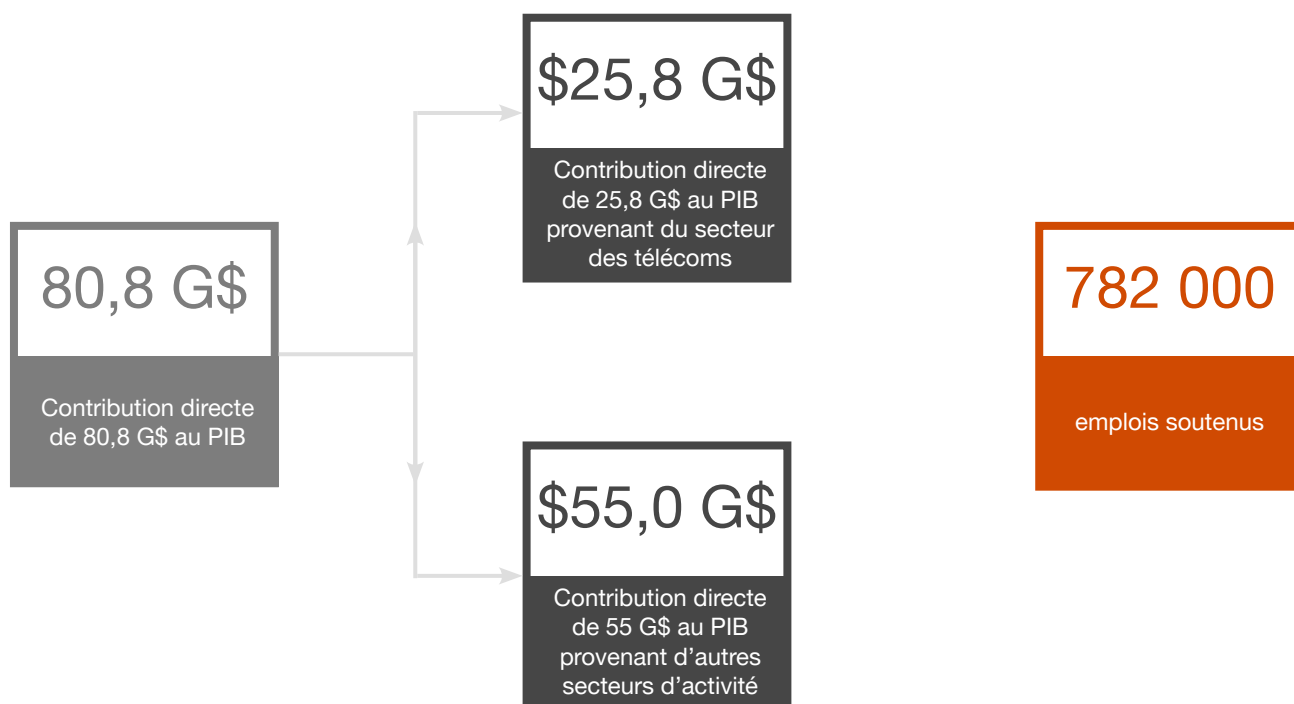
1. Le secteur des télécoms contribue de façon importante à l'économie et produit des résultats positifs pour les Canadiens

Le secteur des télécoms contribue de façon importante au PIB et à l'emploi au Canada. En 2023, il a contribué directement au PIB à hauteur de près de 80,8 G\$ et soutenu jusqu'à 782 000 emplois toutes industries confondues. Les prix des services de télécommunications continuent de baisser, notamment ceux des services cellulaires et d'accès à Internet, qui ont reculé de 26,2 % et de 15,5 % entre mars 2023 et mars 2024.

Le secteur des télécoms contribue de façon importante à l'économie et participe à un éventail d'initiatives communautaires

Selon les estimations, le secteur des télécommunications a apporté une contribution directe de 80,8 G\$ au PIB canadien en 2023 et soutenu plus de 782 000 emplois par la connectivité qu'il a permise entre les autres secteurs d'activité. La contribution directe au PIB comprend 25,8 G\$ attribuables à la chaîne de valeur du secteur des télécoms et jusqu'à 55 G\$ liés directement à la hausse des ventes et de la production d'autres secteurs d'activité grâce à l'ajout de connexions sans fil et filaires.¹⁸

Figure 1 – Contribution au PIB et à l'emploi dans les télécoms



18 Analyse intersectorielle de PwC, Statistique Canada et S&P Capital IQ.

En plus de son apport direct de plus de 25,8 G\$ au PIB canadien, le secteur des télécoms apporte indirectement un montant supplémentaire de 13,8 G\$ et soutient 118 000 emplois par l'entremise de la chaîne de valeur immédiate qui résulte de l'augmentation de l'activité interentreprises.¹⁹ Les effets directs et indirects augmentent les dépenses des employés, ce qui entraîne une contribution induite de 10,8 G\$ au PIB et de 78 000 emplois supplémentaires.

Figure 2—Répartition de la contribution au PIB



Directe

25,75 G\$



Indirecte

13,8 G\$



Induite

10,8 G\$

¹⁹ Analyse intersectorielle de PwC, Statistique Canada et S&P Capital IQ.

En 2023, les cinq plus grandes entreprises de télécoms du Canada (Rogers, Bell, TELUS, Vidéotron et SaskTel) avaient à leur service plus de 100 000 personnes occupant des postes de grande qualité et bien rémunérées et ont versé des salaires et avantages sociaux de près de 13 G\$.²⁰ De plus, elles ont versé plus de 350 M\$ de dons à des organismes de bienfaisance en 2023. Voici quelques-uns des dons notables faits par les entreprises de télécoms canadiennes :

- **Bell** : Les membres d'équipe actifs et retraités de Bell ont versé plus de 2 M\$ à 2 000 organismes de bienfaisance canadiens, somme à laquelle s'ajoute un montant de 1,5 M\$ donné par Bell.²¹
- **Rogers** : L'entreprise a créé des avantages de plus de 100 M\$ pour des organismes de bienfaisance canadiens au moyen de bourses d'études, de subventions, de la Fondation Jays Care et du Shaw Charity Classic.²²
- **Vidéotron (Québecor)** : L'entreprise a soutenu divers organismes communautaires liés à la santé, à la jeunesse, aux personnes âgées et aux personnes défavorisées en 2023.²³ Elle finance activement les bourses Pierre-Péladeau, à savoir cinq bourses pouvant atteindre jusqu'à 75 000 \$ remises à des entreprises en démarrage au Québec.²⁴
- **SaskTel** : L'entreprise a donné 2,9 M\$ à 850 organismes dans 214 communautés différentes.²⁵
- **Eastlink** : L'entreprise produit Eastlink Community TV; les productions locales faisant intervenir les communautés ont permis de générer du financement de 3,5 M\$ pour des organismes de bienfaisance.²⁶
- **TbayTel** : L'entreprise octroie des subventions pouvant atteindre 30 000 \$ à des organismes de bienfaisance et à des organisations afin d'améliorer les communautés du nord de l'Ontario.²⁷

20 Rapport annuel 2023 de Rogers, de Bell, de TELUS, de Vidéotron et de SaskTel.

21 BCE, Rapport annuel intégré 2023.

22 Rogers, Rapport sur la durabilité et l'impact social 2023.

23 Les dons à des organismes de bienfaisance spécifiques faits par Vidéotron en 2023 n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce rapport.

24 Québecor, Engagement social, Bourses Pierre-Péladeau.

25 SaskTel, rapport sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance 2022/23.

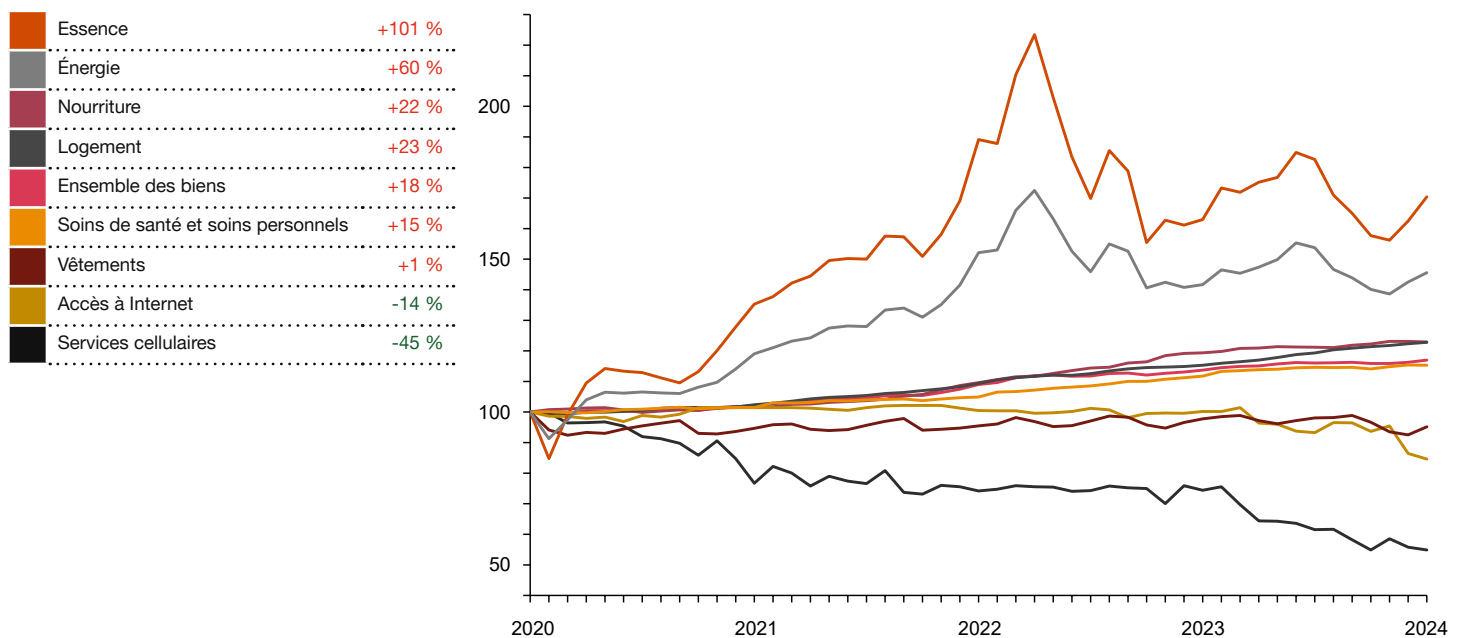
26 Eastlink, Community TV, Community Access.

27 Tbaytel, Brand, Community Fund.

Le secteur des télécoms continue de fournir une valeur et une abordabilité accrues aux consommateurs canadiens

Le secteur des télécoms a continué d'exercer des pressions déflationnistes sur les prix au Canada, et le coût des services cellulaires et d'accès à Internet a régressé de 45 % et de 14 %, respectivement, de mars 2020 à mars 2024. Pendant cette même période, l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des biens au Canada a grimpé de 18 %, des hausses importantes de prix ayant été observées pour l'essence (101 %), l'énergie (60 %), la nourriture (22 %) et le logement (23 %).²⁸

Figure 3—Indice des prix à la consommation (IPC) pour des catégories de produits sélectionnées au Canada : 2020–2024

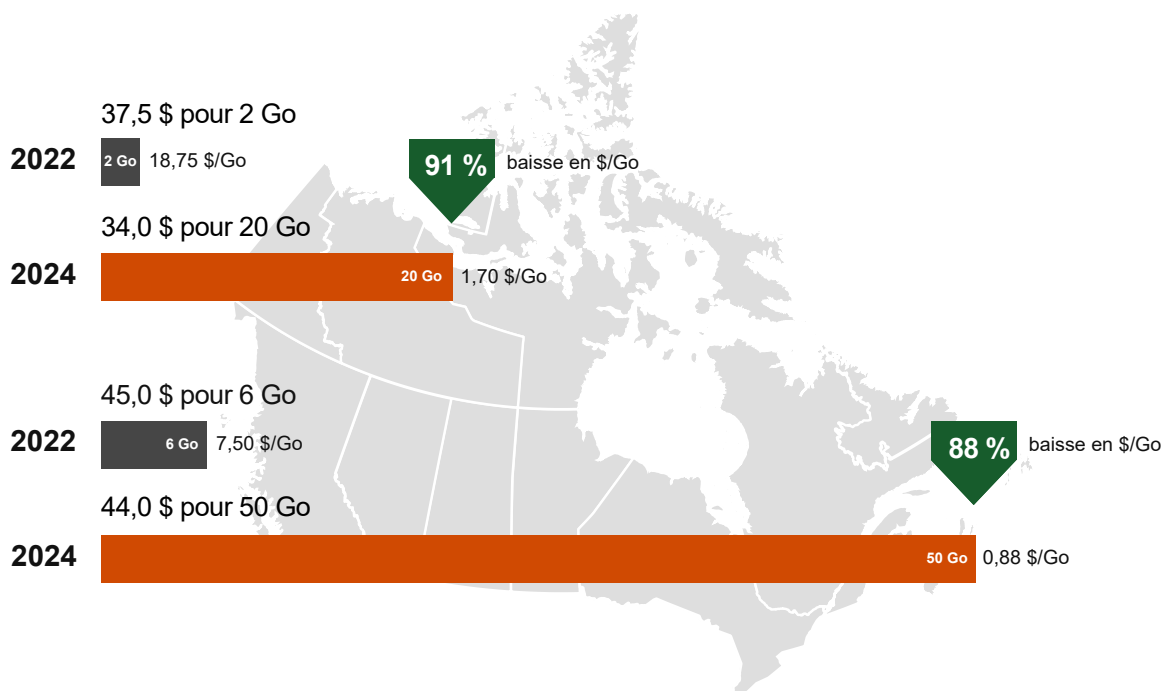


La réduction des prix montre les avantages de la concurrence fondée sur les installations, et permet aux consommateurs d'obtenir une valeur accrue à un moment où la consommation de données au Canada atteint un sommet. Le trafic des données par téléphone mobile par abonné a augmenté de 25 % de 2022 à 2023, alors que les volumes moyens de données transmises par Internet haute vitesse par abonné a doublé de 2019 à 2023.²⁹ La progression de la diffusion en continu, du jeu et des appareils connectés ainsi que la tendance constante au télétravail et au téléapprentissage soulignent la présence en ligne grandissante des Canadiens. On s'attend à ce que cette tendance se poursuive, ce qui accroît les attentes à l'égard du secteur des télécoms canadien qui devra fournir des services de connectivité qui répondent à la demande en constante évolution des entreprises et des consommateurs.

²⁸ Statistique Canada, Indice des prix à la consommation.

²⁹ CRTC, Rapport sur le marché des communications, Large bande haute vitesse.

Figure 4—Augmentation de la valeur offerte aux Canadiens de mars 2022³⁰ à avril 2024³¹



Au Canada, des investissements continus ont permis d’atteindre des niveaux de connectivité élevés dans l’ensemble du pays

Le secteur des télécoms canadiens fournit des services de connectivité sans fil et filaires aux Canadiens dans l’ensemble du pays avec une couverture de 99,7 % des services de réseau sans fil mobiles (couverture combinée de HSPA+, LTE, LTE-A et 5G) et une couverture de 93,5 % des services Internet haute vitesse (vitesse 50/10 avec données illimitées).

La couverture de 99,7 % des services mobiles comprend une couverture de 98,5 % dans les régions rurales, de 90,5 % dans les réserves des Premières Nations et de 88,5 % le long des routes et autoroutes principales, et elle indique que le Canada est en bonne voie d’atteindre sa cible sans fil de 100 % de couverture LTE pour les ménages, les entreprises et les principaux axes routiers d’ici 2026.³² La couverture de 93,5 % des services Internet haute vitesse des ménages canadiens³³ comprend une couverture de 67,4 % dans les régions rurales, de 50,1 % dans les réserves des Premières Nations et de 57,5 % dans les régions du Nord. Le Canada progresse bien vers l’atteinte de sa couverture cible de 98 % pour la large bande d’ici 2026 et de 100 % d’ici 2031.³⁴

30 ISDE, Suivre les tarifs des services de télécommunications, Rapport trimestriels sur les tarifs des services sans fil (sous-marques incluses dans le rapport sur les tarifs d’ISDE : Virgin, Koodo, Fido).

31 Enquête sur les sites Web des fournisseurs de services.

32 CRTC, Rapport sur le marché des communications, Services sans fil mobiles.

33 ISDE, Tableau de bord d’accès à haute vitesse.

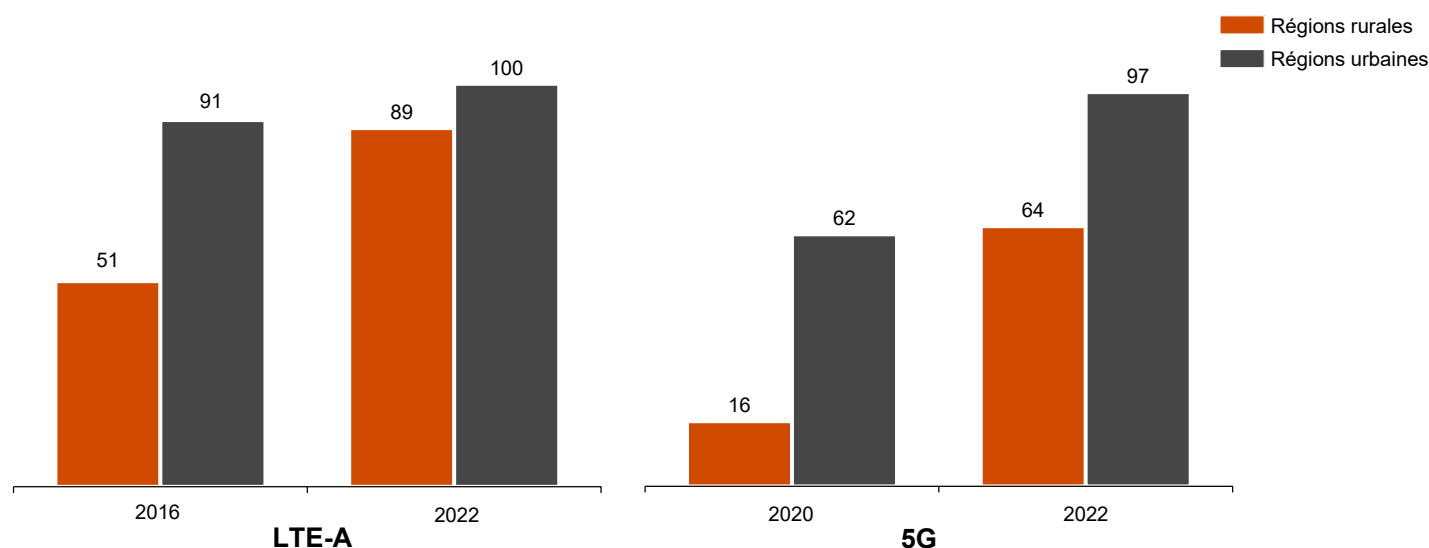
34 CRTC, Rapport sur le marché des communications, Large bande haute vitesse.

En 2023, le secteur des télécoms canadien a continué d'effectuer des investissements substantiels dans les infrastructures numériques, et les dépenses en immobilisations ont atteint 11,4 G\$. Cet investissement équivaut en moyenne à 17,9 % du chiffre d'affaires annuel du secteur, un pourcentage supérieur à l'intensité capitalistique aux États-Unis (14,6 %) et en Australie (11,7 %).³⁵ (Cet élément est étudié plus en détail dans la Section 2.)

Réduction de la fracture entre régions rurales et urbaines

Le Canada continue de réduire l'écart au chapitre de la connectivité entre les communautés urbaines et rurales. En 2016, il y avait un écart notable de 40 % pour ce qui est de la couverture mobile LTE-A, les régions rurales ayant une couverture de 51 % et les régions urbaines, de 91 %. En 2022, cet écart a été rétréci à près de 11 %, la couverture en régions rurales s'élevant à 89 % et la couverture en régions urbaines ayant atteint 100 %.³⁶ Des progrès similaires ont été réalisés pour ce qui est de la couverture mobile 5G : la disparité dans la couverture entre les régions rurales et les régions urbaines est passée de 46 % en 2020 à 33 % en 2022, ce qui reflète l'engagement du Canada à réduire la fracture numérique.³⁷

Figure 5—Couverture LTE-A et 5G mobile : % de couverture au fil des ans, les résidences, les entreprises et les principales routes de transport



³⁵ Capital IQ, Dépenses en immobilisations, chiffre d'affaires et flux de trésorerie disponibles pour les grands exploitants titulaires de télécoms.

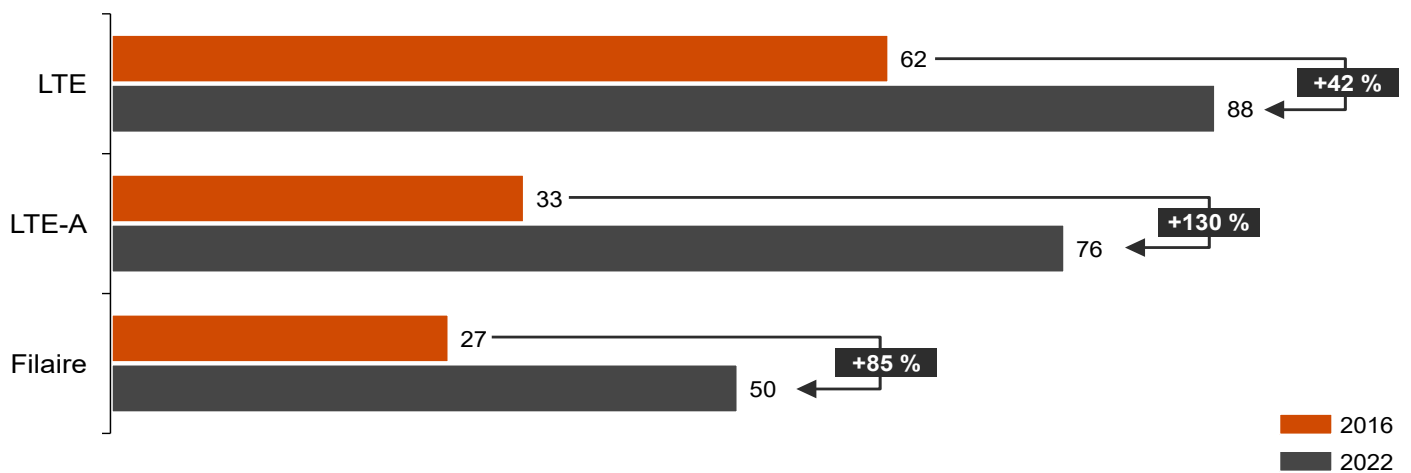
³⁶ CRTC, Rapport sur le marché des communications, Services sans fil mobiles.

³⁷ Ibid.

Connectivité pour les Premières Nations

Les entreprises de télécoms canadiennes ont fait des progrès appréciables dans l'amélioration de la couverture des services sans fil et filaires dans les réserves des Premières Nations. Depuis 2016, les couvertures LTE et LTE-A ont augmenté de 42 % et de 130 %, respectivement,³⁸ tandis que la couverture pour ce qui est de la vitesse 50/10 Mbit/s et du transfert illimité de données s'est accrue de 85 % entre 2016 et 2022.³⁹

Figure 6—Pourcentage de couverture dans les réserves des Premières Nations, les ménages : LTE, LTE-A et filaire



38 CRTC, Rapport sur le marché des communications, Services sans fil mobiles.

39 CRTC, Rapport sur le marché des communications, Large bande haute vitesse.



Observation – Initiatives des télécoms visant à améliorer la situation des communautés mal desservies

Le secteur des télécoms canadien a investi dans de nombreuses initiatives visant à améliorer la couverture des Premières Nations et des communautés rurales :

- **Bell** : En 2023, Bell a dépensé 70 M\$ auprès d'un éventail de fournisseurs, y compris des entreprises gérées par de nombreux groupes sous-représentés, dont les peuples autochtones. Bell a également élargi l'accès à Internet par fibre optique au Manitoba, notamment dans six communautés rurales, ce qui a permis d'ajouter 40 000 emplacements couverts par fibre optique dans la province.⁴⁰ NorthwesTel, qui appartient à Bell, a poursuivi en 2023 ses travaux visant à connecter des communautés nordiques à Internet haute vitesse et alloue régulièrement 600 000 \$ à des initiatives autochtones.⁴¹
- **Vidéotron (Québecor)** : En 2024, Vidéotron a annoncé qu'elle prévoyait d'installer 37 nouvelles tours de téléphonie cellulaire en Abitibi-Témiscamingue, où habitent plusieurs communautés algonquines anishinaabe, et dans les Laurentides afin d'améliorer la couverture sans fil dans le cadre d'un partenariat avec le gouvernement du Québec.⁴²
- **Rogers** : En 2023, Rogers, en partenariat avec le gouvernement, a permis à plus de 440 foyers autochtones de la Nouvelle-Écosse d'avoir accès à Internet haute vitesse. Rogers a également investi dans 66 nouvelles tours 5G destinées aux communautés de l'est de l'Ontario.⁴³
- **SaskTel** : En 2023, SaskTel a lancé la 5G sur 143 tours à Régina, y compris dans quatre communautés des Premières Nations. L'entreprise a investi 200 M\$ pour réaliser son initiative de couverture par fibre optique en région rurale dans plus de 130 petites villes.⁴⁴

40 BCE, Rapport annuel intégré 2023.

41 NorthwesTel, Community.

42 Vidéotron, Salle de presse, Vidéotron bonifiera la couverture réseau sans fil en Abitibi-Témiscamingue et dans les Laurentides.

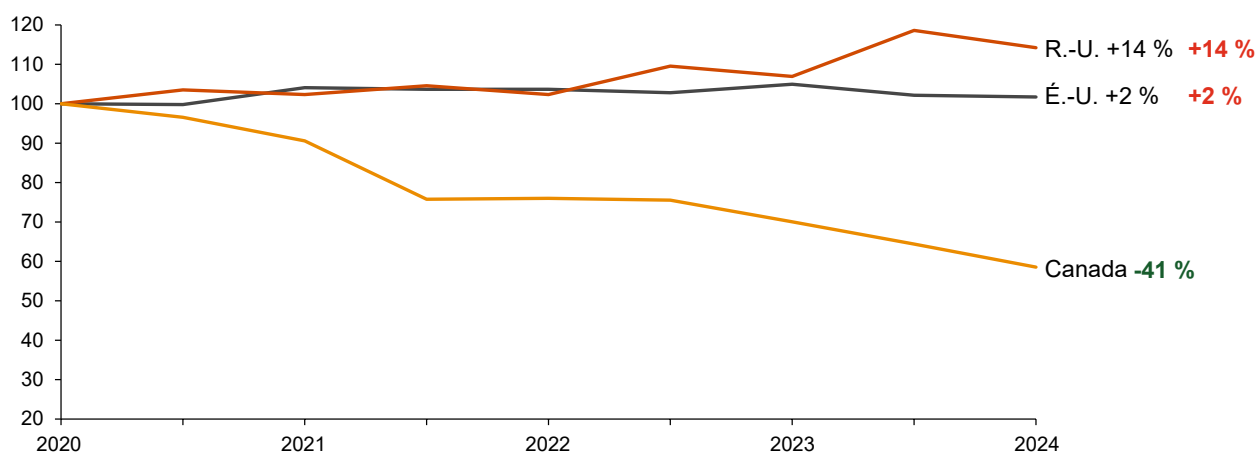
43 Rogers, Rapport sur la durabilité et l'impact social 2023.

44 SaskTel, rapport sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance 2022/23.

La compétitivité du secteur des télécoms canadien produit des résultats de premier plan à l'échelle mondiale

Les investissements annuels constants dans l'amélioration des réseaux, qui permettent d'élargir la couverture, d'accroître la vitesse et de rehausser la fiabilité, ainsi que la tendance à fournir des services à des prix décroissants reflètent le contexte concurrentiel dans lequel évolue le secteur des télécoms canadien. Il est important de noter que les réductions de prix au Canada se comparent favorablement à celles aux États-Unis et au Royaume-Uni : de 2020 à 2024, les prix pour les services sans fil ont diminué de 41 % au Canada, alors qu'ils ont augmenté de 2 % aux États-Unis et de 14 % au Royaume-Uni. Pour la période allant de 2017 à 2024, les prix ont reculé de plus de 50 % au Canada, tandis qu'ils ont progressé de 24 % au Royaume-Uni.⁴⁵

Figure 7 – Indice des prix à la consommation pour les services sans fil, de janvier 2020 à janvier 2024 : Canada, États-Unis et Royaume-Uni



La qualité et la performance des réseaux dont bénéficient les Canadiens se comparent elles aussi favorablement avec celles des autres pays. La qualité et la performance d'un réseau peuvent être quantifiées à l'aide de deux indicateurs, à savoir la couverture (le pourcentage de la population couverte par le réseau) et la vitesse (vitesse moyenne de téléversement et de téléchargement en Mbit/s). Du côté de la performance mobile, la vitesse de téléchargement mobile place le Canada au deuxième rang parmi les pays membres du G7, et celle-ci est de 35 % plus élevée que la moyenne pour le G7.⁴⁶ La couverture 4G dans les régions rurales du Canada dépasse de 31 % la moyenne en Amérique (y compris toute l'Amérique du Nord et toute l'Amérique du Sud).⁴⁷ La vitesse de téléchargement large bande au Canada est supérieure de 68,5 % à la vitesse moyenne dans les pays du G20 et de 112,5 % à la vitesse mondiale médiane.⁴⁸ De plus, la couverture large bande de 1 Gbit/s au Canada, qui s'élève à 83 %, est la plus élevée parmi les pays du G7. La couverture au Canada a progressé rapidement de 2016 à 2022, et ce, tant dans les régions urbaines que dans les régions rurales.⁴⁹

45 Données de Statistique Canada, du Office for National Statistics du Royaume-Uni et du Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

46 Indice mondial Speedtest.

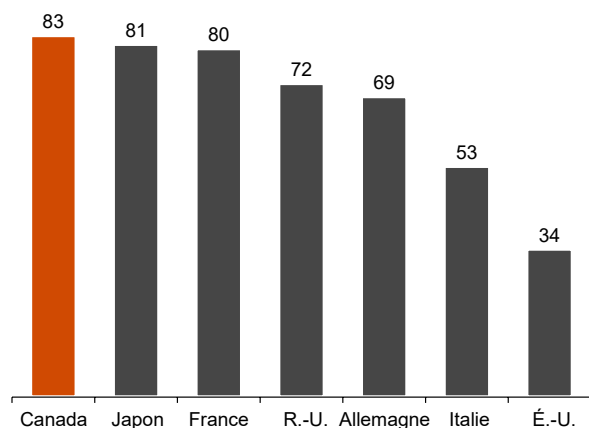
47 Union internationale de télécommunications, Couverture réseau.

48 Indice mondial Speedtest.

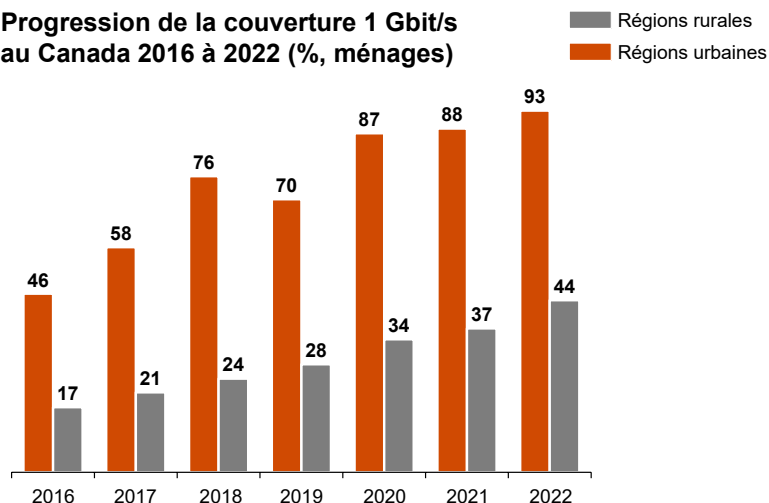
49 CRTC, Rapport sur le marché des communications, Large bande haute vitesse.

Figure 8—Canada et pays comparables : Couverture 1 Gbit/s et progression de la couverture 1 Gbit/s au Canada^{50,51,52}

Canada et pays comparables, couverture 1 Gbit/s (% , ménages)



Progression de la couverture 1 Gbit/s au Canada 2016 à 2022 (% , ménages)



En plus de sa performance 4G, le secteur des télécoms a déployé rapidement la 5G au Canada, passant d'une couverture de 0 % en 2019 à une couverture de 91,4 % en 2022.⁵³ En 2023, le Canada était au deuxième rang des pays comptant le plus grand nombre de réseaux 5G, derrière les États-Unis.⁵⁴

50 Indice mondial Speedtest.

51 CRTC, Rapport sur le marché des communications, Large bande haute vitesse.

52 Ofcom UK, International Broadband Scorecard 2023.

53 CRTC, Tendances actuelles, Services sans fil mobiles. Un réseau est un réseau commercial actuellement en fonctionnement qui répond à la définition de LTE ou 5G comprise dans les normes 3GPP.

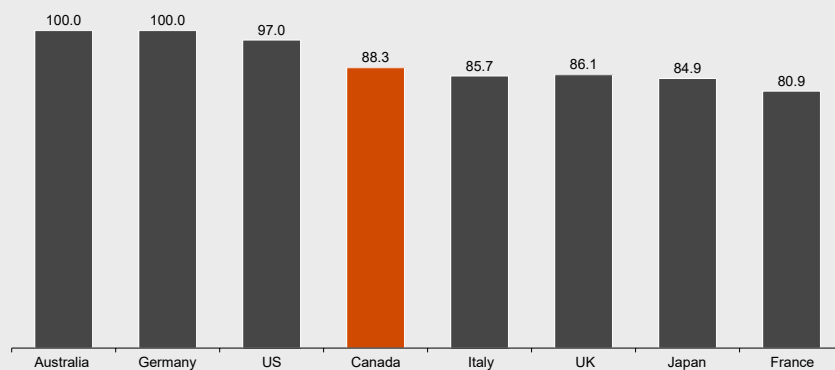
54 5G Americas, déploiement 5G et LTE.



Observation— Comparaison de la structure du marché des télécommunications canadien

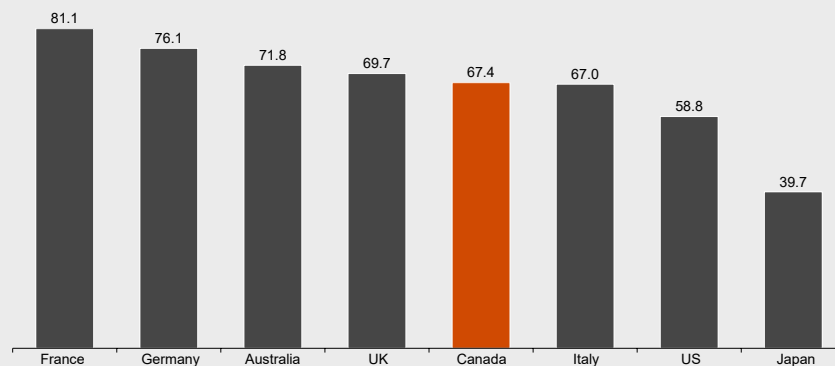
La structure du marché du sans-fil canadien comprend trois exploitants nationaux, un exploitant quasi-national et de multiples exploitants régionaux. De ce fait, le marché du sans-fil est relativement moins concentré que celui des pays pairs du G7. Au Canada, les deux principaux exploitants de télécommunications sans fil (Rogers et Bell) détiennent une part de 61 % du total du marché, comparativement à 84 %, à 69 % et à 69 % pour les deux principaux exploitants en Australie, en Allemagne et aux États-Unis, respectivement.⁵⁵ Un classement similaire peut être effectué si on compare la part de marché détenue par les trois principaux exploitants.

Figure 9— Part de marché détenue par les trois principales entreprises de télécoms par nombre d'abonnés aux services sans fil : Canada et pairs comparables⁵⁶



Si on compare la part de marché des services filaires au Canada avec celle des pairs dans le monde, les trois principales entreprises de télécoms du Canada détiennent une part de marché de 67 %, un pourcentage inférieur à la France, à l'Allemagne, à l'Australie et au Royaume-Uni.⁵⁷

Figure 10— Part de marché détenue par les trois principales entreprises de télécoms par nombre d'abonnés aux services filaires : Canada et pairs comparables⁵⁸



L'intensité relativement concurrentielle du marché des télécoms canadien est un important levier du contexte concurrentiel robuste qui a produit des résultats solides pour les Canadiens, à savoir la baisse des prix et les investissements récurrents dans l'expansion et l'amélioration des infrastructures de réseau.

⁵⁵ Base de données Telegeography GlobalComms.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Ibid.

2. Le secteur des télécoms canadien est confronté à une série de défis et de difficultés

Bien que le secteur des télécoms continue de contribuer de façon importante à l'économie canadienne, il est confronté à des pressions commerciales telles que la baisse des prix et les taux d'intérêt élevés, qui influent sur sa capacité d'investir dans les infrastructures de réseau. En outre, les facteurs de production uniques du Canada, comme la dispersion de la population, la géographie et le climat, posent au secteur des difficultés supplémentaires lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins accrus en connectivité des entreprises et des consommateurs.



Des difficultés exercent des pressions sur le secteur des télécoms canadien

Le secteur des télécommunications subit la pression d'importants défis commerciaux, comme les coûts d'emprunt élevés, la baisse des prix, la hausse des coûts de réseau, la réduction possible de l'immigration au Canada, l'intensification de la concurrence par les acteurs du domaine des services par contournement (multinationales) et l'accroissement des risques liés aux changements climatiques. L'augmentation du taux directeur, qui est passé de 0,25 % à 5,0 % en 2023, a fait bondir les coûts d'emprunt, a comprimé les flux de trésorerie et a limité les fonds pouvant être investis dans la modernisation du réseau de même que dans des initiatives visant l'expansion et la fiabilité. Parallèlement à cela, les consommateurs canadiens ont bénéficié d'une baisse importante des prix pour les services mobiles et les services à large bande, le coût des services cellulaires et d'accès à Internet ayant régressé de 26,2 % et de 15,5 %, respectivement, de mars 2023 à mars 2024.⁵⁹

La croissance récente de la population du Canada, résultant de l'arrivée de plus d'un million d'immigrants de 2022 à 2023, a contribué à la progression du nombre d'abonnés aux services mobiles, qui est passé de 33,6 millions en 2022 à 35,4 millions en 2023.⁶⁰ Le gouvernement canadien a toutefois annoncé qu'il a l'intention de ralentir l'arrivée de nouveaux résidents permanents d'ici 2026 et de réduire de 35 % le nombre de permis d'étude délivrés dans le cadre de l'imposition d'une limite au programme pour les étudiants internationaux au Canada, ce qui aura une incidence sur la croissance du nombre d'abonnés pour le secteur des télécoms.⁶¹ Ce ralentissement possible de la croissance du nombre d'abonnés survient à un moment où les flux de rentrées traditionnelles continuent d'être mis à mal. Apple et Facebook ont notamment perturbé le marché avec l'offre de solutions par contournement (p. ex., FaceTime, WhatsApp), tandis que les grands acteurs multinationaux (p. ex., les fournisseurs de services comme IBM, les fournisseurs de logiciels comme Amazon et les fournisseurs de matériel comme ABB), dont les modèles économiques s'appuient sur la connectivité, mais qui n'investissent pas dans les infrastructures de réseau, perturbent les sources de revenus traditionnelles des entreprises de télécoms.

En plus des défis liés à l'établissement des prix et aux revenus, le déploiement des services pour assurer une connectivité accrue (infrastructures 5G) exige également des investissements en immobilisations plus importants que pour les technologies des générations antérieures en raison du grand nombre d'installations requises (macro cellules et petites cellules) et de la présence nécessaire d'infrastructures de liaison supplémentaires.

Coûts liés aux changements climatiques

Les changements climatiques accroissent la gravité et la fréquence des événements météorologiques extrêmes sur la planète. Au Canada, cela signifie une montée des températures, des feux de forêt, des tempêtes, de la pluie et des vents, ce qui menace directement les infrastructures du réseau de télécommunications et les communautés.⁶² Par exemple, les vents élevés en cas d'ouragan ou de tornade peuvent endommager les tours de téléphonie cellulaire et les lignes aériennes. Les inondations causées par des tempêtes donnent lieu à de l'érosion, qui expose les câbles et complique les travaux de réparation.⁶³ Ces impacts font grimper le coût total de la propriété d'infrastructures de télécommunications et accroissent la nécessité d'engager des dépenses en immobilisations supplémentaires.

59 Statistique Canada, Indice des prix à la consommation.

60 BNN Bloomberg, Immigration spurring telecom subscriber growth, février 2024.

61 Ibid.

62 Colombie-Britannique, Severe Weather Centre.

63 Risk Logic, Fire and Property Loss Prevention in the Telecommunications Industry.

Il est difficile et coûteux d'assurer la connectivité au Canada

En plus des facteurs commerciaux, les entreprises de télécoms canadiennes se heurtent à des difficultés uniques par rapport à leurs homologues à l'échelle mondiale, en raison de facteurs de production propres au Canada. En particulier, les entreprises de télécoms canadiennes investissent en moyenne 42,6 % de plus par abonné dans les immobilisations que leurs homologues des États-Unis, du Japon, de l'Australie et de l'Europe. Voici les principaux facteurs déterminants⁶⁴ :

- **Forte dispersion de la population** : Le Canada a une faible densité de population, soit quatre personnes par kilomètre carré, car sa population relativement peu nombreuse est répartie sur un vaste territoire.⁶⁵ Le Canada a également une dispersion élevée de la population, avec de nombreuses petites municipalités réparties sur un grand territoire géographique, comparativement aux pays pairs dont les populations sont davantage concentrées dans de grandes régions métropolitaines. Les entreprises de télécoms canadiennes doivent donc déployer une infrastructure de réseau pour desservir une population dispersée, ce qui est coûteux.
- **Coûts élevés des licences de spectre** : Les coûts liés aux licences de spectre sont constitués des coûts non récurrents payés lors des enchères et des droits de licence périodiques. Les coûts engagés lors des enchères du spectre de la bande de 3 800 MHz se sont chiffrés à 2,1 G\$ en 2023, tandis que lors des enchères antérieures, qui portaient sur la bande de 3 500 MHz, ils se sont élevés à 8,9 G\$.⁶⁶
- **Conditions météorologiques** : Comme les températures sont extrêmement froides en hiver au Canada, l'installation souterraine de la fibre optique pour les liaisons filaires et sans fil ne peut se faire que pendant les mois plus chauds, ce qui limite les calendriers de construction et accroît les coûts.
- **Économies d'échelle** : Les entreprises de télécoms canadiennes sont plus petites que les plus grandes entreprises de télécoms des pays comparables et sont nettement plus petites que les fournisseurs de réseaux et d'appareils dont ils dépendent pour leurs principaux produits et services.⁶⁷ Le pouvoir de négociation limité du Canada avec ses fournisseurs se traduit par des coûts plus élevés pour les principaux intrants et des modalités contractuelles plus strictes.
- **Coûts de main-d'œuvre** : L'indice du coût unitaire de main-d'œuvre au Canada a augmenté de 18,2 % entre le troisième trimestre de 2020 et le troisième trimestre de 2023.⁶⁸ De plus, le taux horaire de rémunération de la main-d'œuvre au Canada a augmenté de 4,5 %, ce qui est plus élevé que dans les pays pairs, qui ont enregistré des taux de croissance de 1,3 % à 4,0 % de 2019 à 2023.⁶⁹ La hausse des coûts de la main-d'œuvre a une incidence directe sur le déploiement du réseau et les charges d'exploitation.

Ces facteurs de production à coût élevé se reflètent dans les ratios d'intensité capitalistique supérieurs des entreprises de télécoms canadiennes par rapport à leurs pairs à l'échelle internationale. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les dépenses en immobilisations moyennes des entreprises canadiennes sont les plus élevées de tous les pays comparables et sont de 23 % plus élevées que celles du pays qui arrive au deuxième rang.

64 Capital IQ, Annual Financial Reports, Statista.

65 Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, Densité de la population 2018.

66 Gouvernement du Canada, Enchères du spectre de la bande de 3 800 MHz et de la bande de 3 500 MHz—Processus et résultats.

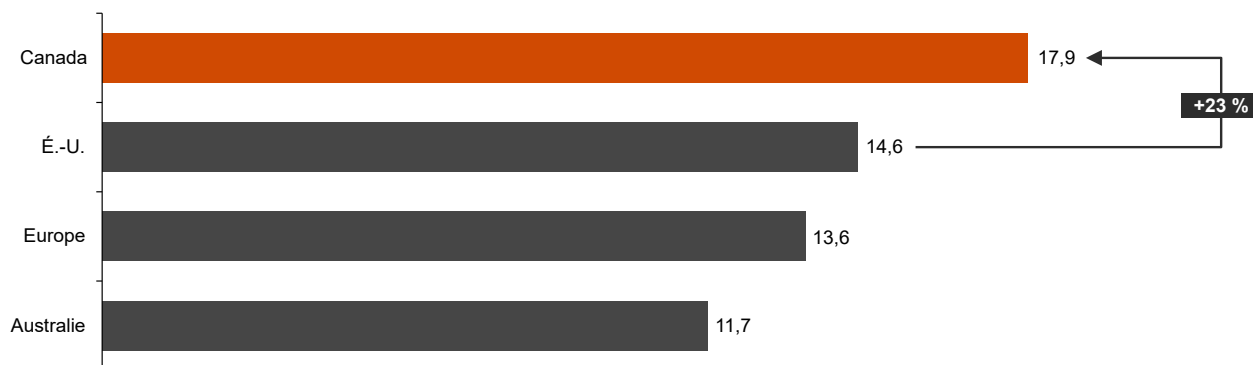
67 Capital IQ, taux de change de l'OCDE.

68 Statistique Canada, Indices de la productivité du travail, du coût unitaire de main-d'œuvre et des mesures connexes dans le secteur des entreprises.

69 Statistiques de l'OCDE, Coût unitaires de la main-d'œuvre.

Figure 11 – Dépenses en immobilisations moyennes exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires⁷⁰

Dépenses en immobilisations moyennes des télécoms, 2023, (%)



Après un ajustement des différences dans les investissements en capital, les entreprises de télécoms canadiennes affichent le ratio des flux de trésorerie disponibles par rapport au chiffre d'affaires le plus faible parmi tous les pays comparables (États-Unis, Australie et Europe). Ce ratio est inférieur de 4 % au deuxième ratio le plus faible.⁷¹ Bien que le secteur canadien des télécommunications démontre un maintien des marges d'EBITDA relativement élevées par rapport à ses pairs mondiaux, des investissements en capital élevés se traduisent par des ratios de flux de trésorerie disponibles inférieurs à ceux de ses pairs comparables.

Figure 12 – Ratio moyen des flux de trésorerie disponibles par rapport au chiffre d'affaires des grandes entreprises de télécoms : en %, 2019 à 2023



70 Capital IQ, rapports financiers annuels.

71 Capital IQ, Chiffre d'affaires et flux de trésorerie disponibles pour les grands exploitants titulaires du Canada, des États-Unis, de l'Europe et de l'Australie.

3. Un secteur des télécoms rigoureux est important pour l'accroissement de la productivité au Canada

En 2023, le faible taux de croissance du PIB et l'inflation persistante ont mis en lumière les difficultés de longue date du Canada en matière de productivité. Il est possible d'accroître la productivité grâce à des investissements accrus dans les infrastructures numériques, la connectivité agissant comme un important levier économique. Le maintien d'un secteur des télécoms rigoureux au Canada permettra au secteur d'effectuer les investissements dans les réseaux nécessaires pour faire progresser la productivité au pays.

Le Canada est aux prises avec une crise de la productivité

Les taux d'inflation et d'intérêt élevés, combinés à la faiblesse relative de la croissance du PIB canadien en 2023, ont mis les enjeux de productivité de longue date au centre des préoccupations. Il convient de souligner que la valeur économique produite par l'économie canadienne correspondait à 71 % de la valeur économique produite par l'économie américaine en 2022, une baisse par rapport au pourcentage de 88 % enregistré en 1984 et la deuxième plus forte baisse de la valeur économique produite par rapport à celle des États-Unis parmi tous les pays du G7.⁷²

La faible croissance de la productivité au Canada peut s'expliquer par divers facteurs, notamment le faible niveau des investissements en immobilisations, le recul de l'innovation, des investissements insuffisants dans la main-d'œuvre, la structure du marché de la main-d'œuvre et le cadre réglementaire.⁷³ Plus particulièrement, les investissements en R et D par les entreprises canadiennes se chiffrent à 0,8 % du PIB par année, ce qui place le pays au dernier rang des nations du G7, représente seulement la moitié du pourcentage moyen pour les pays du G7 qui est de 1,6 %, et est bien en deçà du pourcentage des investissements en R et D des États-Unis, qui s'élève à 2,3 %.⁷⁴

L'expansion de l'économie numérique et des infrastructures numériques appuie l'amélioration de la productivité

L'expansion de l'économie numérique, en particulier par l'entremise du déploiement de solutions de connectivité avancées comme la 5G, devrait ajouter 112 G\$ au PIB du Canada d'ici 2035.⁷⁵ À l'échelle mondiale, l'économie numérique rehausse la productivité de la main-d'œuvre, car les secteurs d'activité à forte intensité numérique affichent une productivité supérieure à celle des secteurs à faible intensité numérique.^{76,77,78} En particulier, l'amélioration de l'économie numérique du Canada est importante pour accroître la productivité, car la contribution à la croissance de la productivité provenant de secteurs qui utilisent les technologies de l'information et en produisent est relativement modeste. Ce facteur a été cité comme l'une des raisons pour lesquelles la croissance de la productivité au Canada accuse un retard par rapport aux États-Unis.⁷⁹

72 Banque du Canada, *L'heure a sonné : réglons le problème de productivité du Canada*, mars 2024.

73 Ibid.

74 Gouvernement du Canada, Budget fédéral de 2022, une économie forte, en croissance et résiliente.

75 Analyse de PwC, IHS Markit.

76 Banque du Canada, *Digitalization: Productivity*, 2023.

77 Trava Security, *Digital infrastructure definition and why it's important to protect your company's digital infrastructure*.

78 Aston Business School, *Infrastructure and Productivity: A Review*.

79 Banque du Canada, *Digitalization: Productivity*.



Observation – infrastructures numériques au niveau des entreprises⁸⁰

Figure 13 – Comment l'infrastructures numériques affecte la productivité au niveau de l'entreprise

Au niveau de l'entreprise, un accroissement des investissements dans les infrastructures numériques influe sur la productivité par l'intermédiaire de ce qui suit :



Automatisation – Au niveau de l'entreprise, les infrastructures numériques permettent l'automatisation qui accroît la vitesse et la qualité de la fabrication des biens et de la prestation des services.



Disponibilité et qualité des données – Les grands ensembles de données complets et la capacité d'extraire de meilleures observations permettent aux entreprises d'optimiser leurs processus opérationnels et de prendre des décisions éclairées.



Efficience des capitaux – Les améliorations technologiques sont une façon d'accroître la qualité et d'optimiser le processus de transformation des intrants en travail en extrants.

80 Banque du Canada, Digitalization: Productivity.

Le maintien d'un secteur des télécoms rigoureux favorise une productivité accrue au Canada

Pour que le Canada améliore sa productivité, il est important de maintenir un secteur des télécoms rigoureux, capable de réaliser les investissements nécessaires pour répondre aux demandes de connectivité de l'économie et soutenir la croissance de l'économie numérique. Les cadres réglementaires doivent offrir des mesures incitatives suffisantes pour encourager les investissements dans l'innovation, les technologies fondamentales et les infrastructures, et ces mesures doivent être prévisibles, transparentes et équitables. Dans l'ensemble, il est important de tenir compte des implications plus vastes et des avantages de la connectivité au sein de l'économie pour assurer la santé du secteur des télécoms.⁸¹

Le défi du maintien d'un secteur des télécoms rigoureux au Canada s'inscrit dans un contexte où le secteur des télécoms mondial affiche une croissance léthargique de son chiffre d'affaires et réduit ses dépenses en immobilisations. Plus particulièrement, les dépenses en immobilisations du secteur des télécoms mondial ont reculé en 2023 pour la première fois depuis 2017 et, selon les prévisions, elles devraient diminuer de 2 % par année au cours des trois prochaines années.^{82,83}

Les conséquences du non-maintien d'un secteur rigoureux s'étendent au-delà du secteur des télécoms

L'importance du maintien par le Canada d'un secteur des télécoms rigoureux est mise en évidence par les revers connus par d'autres pays dans lesquels les entités de télécommunications n'ont pas investi adéquatement dans les infrastructures numériques. Cette insuffisance a mené à une performance inférieure des réseaux et à une qualité du service compromise et, par conséquent, à entravé l'expansion de l'économie numérique.⁸⁴

81 PwC, The importance of a healthy telecommunications industry to Canada's high-tech success.

82 Dell'Oro Group, Telecom CapEx Declined in 2023.

83 Dell'Oro Group, Worldwide Telecom CapEx to drop 7% by 2025.

84 PwC, The importance of a healthy telecommunications industry to Canada's high-tech success.



Observation—Revers connus par des pays pairs



Australie

- En 2007, l’Australie a lancé le National Broadband Network (NBN) dans le but de faire passer ses infrastructures de télécommunications du cuivre à la fibre optique haute vitesse.
- Les troubles politiques, les retards et la montée des coûts se sont traduits par d’importantes révisions des plans, et le plan initial consistant en un déploiement de la fibre optique jusqu’aux locaux de l’abonné (fibre-to-the-premises—FTTP) a été abandonné en faveur d’un plan comprenant une combinaison de cuivre, de fibre optique jusqu’aux nœuds et de fibre optique jusqu’aux locaux de l’abonné.⁸⁵
- Le déploiement déficient du NBN a abouti à un ralentissement des vitesses, qui sont de 32 % inférieures à la moyenne mondiale pour les vitesses large bande (et inférieures de 60 % aux vitesses en cours au Canada),⁸⁶ à des prix dépassant de 44 % la moyenne mondiale,⁸⁷ à une couverture limitée et à une détérioration de la situation financière du NBN.⁸⁸
- Le gouvernement fait maintenant face au dilemme d’avoir à réaliser le passage à la fibre optique jusqu’aux locaux de l’abonné pour accroître la qualité du service, ce qui est limité par la grande réticence des consommateurs à payer pour la modernisation et les difficultés liées à la prestation d’un service adéquat avec le réseau existant.⁸⁹



Italie

- Le secteur italien des télécoms a par le passé adopté une approche⁹⁰ attentiste à l’égard des nouvelles technologies, accordant la priorité à l’établissement d’un cadre réglementaire et d’une confiance absolue dans l’efficacité des technologies. Cette position prudente a donné lieu à une adoption plus lente des technologies et à une préférence pour la concurrence à court terme plutôt que pour la croissance à long terme.⁹¹
- Comme c’est le cas pour les autres pays européens, l’Italie a un marché mature qui compte plusieurs acteurs régionaux établis et de petite taille. Les interventions réglementaires ont mené à une uniformisation des services et à une dépendance à la concurrence par les prix pour gagner des parts de marché. Par conséquent, les entreprises de télécoms italiennes ont connu une compression de leurs marges, une réduction de la capacité à financer les améliorations aux infrastructures, une faible adoption des nouvelles technologies et un retard dans les performances des télécommunications par rapport à leurs pairs.⁹²
- La sous-performance du secteur a entraîné le versement d’une aide gouvernementale totalisant 1,5 G\$ en 2023,⁹³ le rachat d’actifs de réseau pour assurer la rentabilité pendant des conditions financières difficiles et des désinvestissements.⁹⁴

85 CNET, Why Australia’s Internet has turned into a literal car crash, 2018.

86 Indice mondial SpeedTest, Australie.

87 Energy Matters, Why Australia’s Internet speeds are slow and expensive, 2023.

88 Macro Business, NBN sheds jobs as death spiral worsens, Feb 2024.

89 Independent Australia, NBN Co fails to improve service conditions, 2023.

90 Doxee, Paradoxes in the telecommunications industry in Italy.

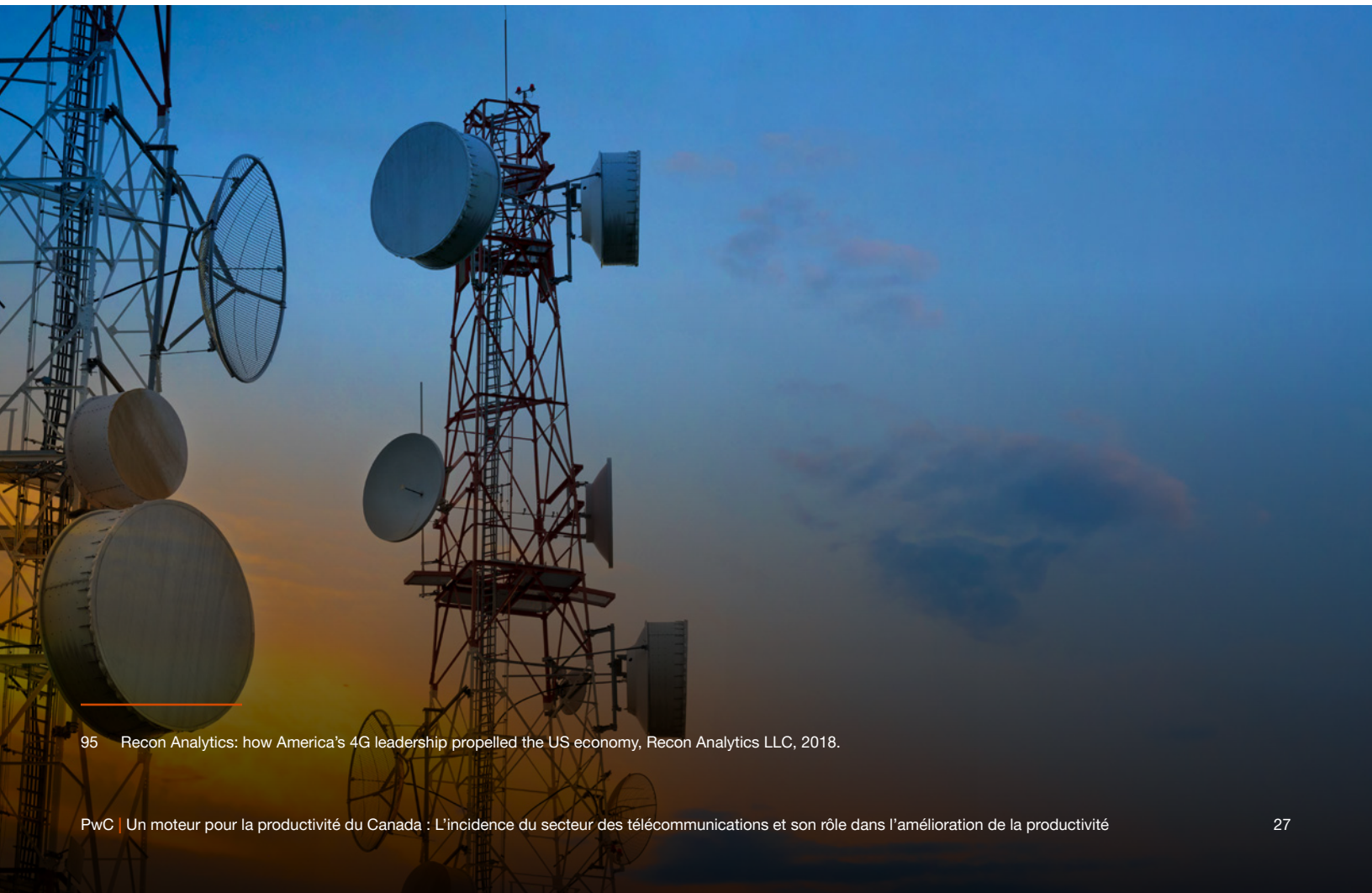
91 Ibid.

92 Hermes Investment, what is driving the sudden spate of telecom buyouts.

93 Reuters, Italy drafts aid package for battered telecom sector, 2023.

94 Fortune, Vodafone offloads Italian operations, March 2024.

L'incidence d'un secteur des télécoms qui n'est pas rigoureux, dans lequel les entreprises ne disposent pas d'un flux de trésorerie disponible suffisant pour financer les investissements dans la connectivité, se fait sentir non seulement sur le secteur d'activité en tant que tel, mais aussi sur la productivité économique du pays dans son ensemble. Lorsque les entreprises de télécoms ne peuvent pas faire progresser la connectivité, la qualité et la disponibilité des infrastructures numériques deviennent limitées et s'amointrissent par rapport aux autres pays. Les infrastructures numériques imposent des contraintes aux outils que les entreprises et les travailleurs peuvent utiliser pour réaliser la production économique. Une mauvaise connectivité peut entraver la productivité économique et l'innovation et affecter la compétitivité économique de l'ensemble du pays.⁹⁵



95 Recon Analytics: how America's 4G leadership propelled the US economy, Recon Analytics LLC, 2018.

Conclusion

Le secteur des télécoms joue un rôle important dans l'économie canadienne : il a contribué 80,8 G\$ au PIB et soutenu plus de 782 000 emplois toutes industries confondues en 2023.⁹⁶ Dans les années à venir, il continuera de contribuer de façon importante au PIB et aux emplois au Canada, d'avoir une incidence positive sur les revenus de l'ensemble des secteurs et d'avancer vers l'atteinte de ses cibles en matière de connectivité. Toutefois, des tendances récentes pourraient réduire la capacité du secteur à effectuer des investissements récurrents dans les infrastructures de réseau. La hausse des taux d'intérêt fait grimper les coûts d'emprunt et limite les fonds pouvant être investis. Un ralentissement possible de l'immigration pourrait se faire sentir sur la croissance organique du nombre d'abonnés. Les changements climatiques posent une menace directe aux infrastructures de réseau.

Il est important pour le Canada de maintenir un secteur des télécoms rigoureux, capable d'effectuer les investissements nécessaires dans les réseaux et de fournir la connectivité requise pour soutenir le développement des infrastructures numériques. Les infrastructures numériques permettront au Canada d'améliorer sa productivité et de stimuler sa croissance économique à l'avenir.

Le secteur des télécoms du Canada jouera un rôle important dans la mise en place d'améliorations à la productivité dans l'économie, dans l'accroissement de la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale et dans la création d'un avenir économique prospère pour tous les Canadiens.



96 PwC, analyse du PIB et des multiplicateurs d'emplois et analyse intersectorielle, Statistique Canada.

Calculs généraux touchant le secteur des télécoms du Canada

Dans le présent rapport et dans la modélisation économique, le secteur des télécoms est défini comme l'ensemble des fournisseurs de connexions filaires et sans fil, à l'exception des services et des infrastructures télévisuels, des connexions par satellite et des secteurs sous-jacents. La majorité des chiffres présentés ici proviennent des données des grands fournisseurs, qui représentent 99 % des revenus du secteur, à savoir TELUS, Rogers Communications, Bell Canada Enterprises, SaskTel et Vidéotron. Les analyses sont fondées sur les données de l'année civile 2023. Les événements météorologiques et la réglementation gouvernementale mentionnés sont en date de 2023, sauf indication contraire. Tous les montants sont en dollars canadiens et exprimés au taux de change publié par la Banque du Canada pour les monnaies concernées.

Analyse économique

Les incidences économiques décrites dans cette étude représentent la contribution du secteur des télécoms par l'entremise de sa propre chaîne de valeur et l'effet que peuvent avoir les connexions filaires et sans fil sur la production et les ventes des autres secteurs d'activité. Les multiplicateurs utilisés sont ceux de Statistique Canada pour le secteur de l'information et de la culture en 2020, à l'échelle nationale. Pour illustrer l'incidence des nouvelles connexions sur les autres secteurs, nous avons utilisé le rapport estimatif de l'augmentation des connexions mobiles et fixes à large bande à la production et aux ventes de chaque secteur.

Analyse de l'apport supplémentaire de la 5G

Pour calculer l'incidence potentielle future de la 5G sur le PIB canadien, IHS Markit a établi une projection des ventes découlant de la 5G, secteur par secteur, d'ici 2035. À partir de ces projections de croissance et en utilisant l'année 2023 comme base, nous avons estimé l'apport supplémentaire découlant du déploiement des technologies 5G au Canada d'ici 2035, secteur par secteur (selon le SCIAN de Statistique Canada).

© PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario, 2024. Tous droits réservés.

PwC s'entend du cabinet canadien, et quelquefois du réseau mondial de PwC. Chaque société membre est une entité distincte sur le plan juridique. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez notre site Web à l'adresse : www.pwc.com/structure.

La présente publication est conçue à des fins d'information générale et ne constitue pas des conseils professionnels sur des faits et des circonstances concernant une personne ou une entité. Nous vous déconseillons de prendre des mesures fondées sur le contenu de cette publication sans demander d'abord des conseils précis à un professionnel. Aucune déclaration ni garantie (explicite ou implicite) n'est donnée quant à l'exactitude et à l'intégralité de l'information contenue dans cette publication. L'information contenue dans cette publication n'a pas été conçue ni rédigée — et ne doit pas l'être — dans le but d'éviter des pénalités ou des sanctions imposées par un gouvernement ou un organisme de réglementation.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. et ses cabinets membres, ainsi que leurs employés et leurs mandataires, ne seront pas responsables d'une perte subie par une personne ou une entité qui se fie à l'information fournie dans cette publication. Le contenu de cette publication est fondé sur l'information disponible en date de septembre 2023. Par conséquent, d'autres informations pourraient avoir préséance sur l'information contenue dans cette publication à mesure que de nouvelles directives et interprétations seront connues.